



Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources
Naturelles

Bureau: 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent sur Marne Cedex

Tel : 33 (0)1 43 94 72 59 Email: <mailto:agter@agter.org> Web: <http://www.agter.asso.fr/>

RAPPORT D'ACTIVITES

2014

Version pour validation lors de l'AG de 2015

I.	VIE ASSOCIATIVE ET FONCTIONNEMENT.....	3
A.	ANIMATION DU RESEAU.....	3
B.	ACTIVITES STATUTAIRES.....	6
C.	ÉQUIPE SALARIEE ET STAGIAIRES.....	7
D.	TRAVAIL POUR L'ELABORATION DE LA STRATEGIE D'AGTER.....	7
II.	CHANTIERS THEMATIQUES.....	9
A.	ACCAPAREMENTS FONCIERS.....	9
B.	GOUVERNANCE DES FORETS.....	10
C.	POLITIQUES FONCIERES EN EUROPE.....	12
D.	GOUVERNANCE DE L'EAU.....	13
E.	BIENS COMMUNS.....	13
III.	PREPARATION DU FMAT.....	14
A.	ORIGINE ET OBJECTIFS DU PROJET.....	14
B.	ORGANISATION.....	15
C.	SIGNATAIRES DE L'APPEL FMAT.....	16
IV.	IMPLICATION D'AGTER DANS DES DYNAMIQUES ET DES ESPACES COLLECTIFS.....	17
A.	GROUPES DE REFLEXION.....	17
B.	PLATEFORMES ET COLLECTIFS EN FRANCE.....	17
C.	PLATEFORMES INTERNATIONALES.....	18
V.	OUTILS PERMANENTS DE DIFFUSION ET DE COMMUNICATION.....	18
A.	REUNIONS THEMATIQUES D'AGTER.....	18
B.	BULLETIN D'INFORMATION ET LISTE D'INVITATION AUX REUNIONS THEMATIQUES.....	19
C.	SITES INTERNET D'AGTER : SITE ASSOCIATIF (WWW.AGTER.ASSO.FR) ET FONDS DOCUMENTAIRE (WWW.AGTER.ORG).....	19
VI.	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES.....	22
A.	COURS IRC SUPAGRO, MONTPELLIER.....	22
B.	APPUI A LA CONCEPTION D'UN OBSERVATOIRE DES MARCHES FONCIERS RURAUX EN COLOMBIE.....	22
VII.	RECHERCHE DE NOUVEAUX FINANCEMENTS.....	22
VIII.	PRINCIPALES PUBLICATIONS A L'ACTIF D'AGTER EN 2013 SUR SES SITES WEB.....	23
A.	ARTICLES.....	23
B.	VIDEOS.....	24

I. Vie associative et fonctionnement

A. Animation du Réseau

1. Composition du réseau et intégration de nouveaux membres

Fin 2014, le réseau d'aGter compte 86 membres, issus de 21 pays et travaillant dans des secteurs variés et avec des réseaux multiples.

a) Nouveaux membres en 2014

Olivier Ducourtieux, ingénieur agronome, maître de conférences en Agriculture comparée à AgroParisTech, a une longue expérience dans des projets de développement rural, notamment en Asie du sud-est. Ses recherches actuelles portent d'une part sur les relations entre États et paysans, notamment les minorités montagnardes pratiquant des agricultures médiatiquement exposées (abattis-brûlis, pavot, etc.), et d'autre part sur la construction historique des discours et des politiques de développement et environnementales qui sous-tendent ces relations (notamment contre les pratiques d'abattis-brûlis).

Christian Bouteille, diplômé en gestion des ressources humaines, actuellement résidant en Colombie. Il a une longue expérience en matière de Droits de l'Homme, appui aux populations affectées par des situation de conflit, gouvernance territoriale et résolution des conflits, comme responsable de projets d'organisations internationales publiques ou privées (Médecins Sans Frontières, Union Européenne, Nations-Unies), en Amérique centrale et du sud.

Paul Sfez, ingénieur agronome, résidant au Costa-Rica, expert dans la formulation, suivi et évaluation des projets, en particulier de l'Union Européenne, dans les domaines de l'éducation au développement, le plaidoyer, le renforcement institutionnel et la mobilisation des acteurs locaux, principalement dans les secteurs agricole et des petites et moyennes entreprises.

Julio Cesar Quintero, juriste colombien. Il a travaillé depuis 30 ans sur les questions agraires et de gestion des ressources naturelles avec l'Institut Colombien de la Reforme Agraire (INCORA), puis avec le CINEP, Centre d'Enquête de Recherche Populaire et aujourd'hui comme avocat libéral.

L'association Terre de Liens, créée en 2003 en France, avec l'objectif de faire face à la disparition des terres agricoles, grâce à la mobilisation des citoyens et des paysans, dans le but de faciliter l'accès au foncier agricole et l'installation de nouveaux paysans. Terre de Liens, qui s'articule en trois structures, une association, une entreprise d'investissement solidaire, la Foncière, et une Fondation reconnue d'utilité publique, agit à travers l'acquisition de terres agricoles et de fermes, au moyen de l'épargne collective et de dons. Ces terres sont ensuite mises en location à des agriculteurs pour une production agricole respectant certains critères (biologique, paysanne). L'association réalise un important travail d'information du public sur les enjeux fonciers et agricoles, avec l'ambition de mettre en place un dialogue entre citoyens, décideurs et acteurs agricoles qui contribue à l'invention de nouvelles réponses à la problématique de la disparition et de la concentration du foncier agricole. Sjoerd Wartena, membre d'aGter depuis 2008, est un des fondateurs de Terre de Liens.

2. Communication en direction des membres

L'association s'est donné en 2014 l'objectif d'améliorer le fonctionnement du réseau de ses membres, en commençant à mettre en place de nouveaux outils d'information et communication,

dans le but de favoriser la création d'espaces de rencontre, discussion et échange entre les membres et avec l'équipe salariée. Le potentiel du réseau de l'association n'est à l'heure actuelle que partiellement valorisé. Un meilleur travail collectif avec les membres permettrait de renforcer les actions et les propositions de l'association.

a) Mise en place d'un bulletin interne d'information

Une lettre d'information interne a été lancée en 2014, pour informer les membres de l'association sur les activités en cours de l'équipe salariée, les événements et activités de l'association et la participation des salariés et des membres à des rencontres ou autres activités externes à l'association. En 2014, les membres ont reçu trois lettres d'information (mars-avril, mai-juin et août-octobre).

b) Autres outils d'animation

L'annuaire réalisé par Samuel L'Orphelin en 2011 avec les contacts et informations relatives aux membres de l'association, n'a pas encore pu être mis à jour. Nous nous interrogeons sur le meilleur format à adopter pour réaliser un outil vivant, permettant la communication et l'échange, sans mettre ces informations en libre accès, ou sur un espace web insuffisamment sécurisé. La liste des membres actuels est à disposition des membres, sur demande.

3. Organisation de groupes de travail thématiques

L'organisation de groupes de travail thématiques, réunissant les membres (et autres personnes intéressées) autour d'un thème ou une question, devrait constituer une activité importante avec entre autres pour objectif la production de documents et de dossiers documentaires.

En 2014 nous avons commencé à nous donner des moyens pour initier de tels groupes de travail thématiques, en réponse à la demande formulée à l'occasion de plusieurs rencontres avec les membres de clarifier et de simplifier, à plusieurs, les messages portés par l'association, en particulier sur le thème de l'accès au foncier et des inégalités.

Fin 2014, un premier groupe de travail thématique s'est organisé autour de la question des communs, un thème sur lequel l'association et une partie de ses membres ont déjà beaucoup travaillé, mais pour lequel il s'est avéré nécessaire de systématiser des travaux existants.

Les voyages d'étude sont un autre outil intéressant que l'association cherche à développer dans le but d'animer des travaux de réflexion collective. Il n'a pas été possible d'en financer de nouveaux en 2014. Des propositions de nouveaux voyages, en Europe en particulier, ont été évoquées afin de permettre aux membres de l'association de se rencontrer et d'échanger.

4. Contributeurs et traducteurs bénévoles

Cette année encore, nous avons bénéficié de la contribution bénévole de la part de membres et d'autres personnes à diverses activités de l'association : participation à des réunions, rencontres, colloques, traductions de textes et appui comptable. Nous remercions tous.

Hélène Roux a traduit de l'espagnol vers le français 2 textes sur la gouvernance des forêts au Cameroun et le Guatemala. Pour la traduction de fiches du Fonds de Ressources Documentaires multilingues, Nathan Sologny (assistant de recherche au CUTS International de Genève) a traduit du français vers l'anglais 2 fiches sur la réforme agraire mexicaine (H. Cochet, 2009) et Alice B. a traduit la fiche vers le français un texte sur les réformes agraires (M. Merlet, 2002). Un travail plus structuré pour la recherche et le suivi des traducteurs bénévoles est nécessaire (liste actualisée

des documents à traduire, guide pour les traducteurs, recherche de traducteurs bénévoles).

Élisabeth Muller a continué à nous fournir son indispensable appui pour la gestion de la comptabilité pendant toute l'année 2014.

5. Intervention des membres dans des conférences et colloques

- 11-12 juin, Lyon : Intervention au colloque de la Société Française d'Économie Rurale, SFER « Le Foncier Agricole : usages, tensions et régulations ». Michel Merlet (pour le compte d'aGter et du Comité Technique Foncier et Développement), Robert Levesque et Sjoerd Wartena ont participé à la table ronde « Accéder au foncier : à quel prix ». Gerard Leras, organisateur de la rencontre, a participé à la table ronde de clôture.
- 12-14 juin : Intervention d'aGter au Salon des Solidarités : Jacques Loyat a participé à la table ronde « Innovations organisationnelles, économiques et institutionnelles pour une agriculture familiale mieux inscrite dans son environnement » et à l'atelier « Spécialisation ou diversification des territoires agricoles : quels choix et quels solutions innovante pour maintenir une agriculture familiale ? ».
- 24 juin, Bras, Meuse : participation de Mamy Rakotondrainibe à la conférence-débat organisée par l'AFDI Lorraine, « La terre, bien précieux pour nourrir la planète », avec des partenaires rwandais de l'AFDI.
- 2-5 juillet, Rennes : participation à l'Université d'été du CRID. Hélène Roux a co-animé, avec le CADTM, Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde, l'atelier « Agriculture industrielle, extractivisme et dette écologique ».
- 20-22 août, Paris, Université d'été d'ATTAC : Mathieu Perdriault et Robert Levesque ont participé à une table ronde sur l'accaparement des terres, Mathieu en tant qu'animateur et Robert avec une présentation du contexte du foncier agricole en France et dans d'autres pays européens. Jacques Loyat, membre de la commission agriculture d'ATTAC a facilité la participation d'aGter à l'Université d'été.
- 31 août, Parménie (Rhône-Alpes, 38) : Gérard Leras a participé à un week-end de rencontre sur les accaparements des terres, organisé par le CCFD-Terre Solidaire.
- 11 septembre, Managua, Nicaragua : Michel Merlet a participé à une table ronde du Forum sur le Projet de Canal Interocéanique du Nicaragua, organisé par l'Institut d'histoire du Nicaragua et d'Amérique Centrale et l'Académie des Sciences du Nicaragua. Michel a présenté les résultats des travaux d'analyse réalisés par aGter sur les grands projets d'investissement agricole dans le monde et a introduit une discussion sur les différentes voies de développement possibles pour le Nicaragua.
- 26 septembre 2014, La Rochelle : Hélène Roux a participé au festival "Écran Vert", à l'occasion de la projection du film "Planète à vendre" d'Alexis Marant. Hélène a animé un débat sur le phénomène d'accaparement des terres afin d'expliquer aux participants les mécanismes qui ont permis l'accélération de ce phénomène.
- 17 octobre, Bruxelles : Marta Fraticelli et Samir El Ouaamari ont participé à une journée d'action et de discussion sur le foncier comme bien commun, organisée par FIAN Belgique, sur un terrain de 15ha dans le quartier Haren, à Bruxelles, destiné à la construction d'une méga-prison, projet auquel s'opposent les habitants du quartier et d'autres collectifs.

B. Activités statutaires

1. Assemblée Générale

aGter a tenu son assemblée générale le samedi 17 mai 2014, à Nogent sur Marne. Parmi les 38 membres à jour de leur cotisation pour 2014 (ou membre d'honneur, avec donc la possibilité de voter), 30 étaient physiquement présents à l'Assemblée ou avaient fait parvenir leur procuration. Le quorum a donc été atteint (79 % des électeurs). Le commissaire aux comptes, était également présent, sans droit de vote.

Après adoption des rapports, moral, d'activités et financier, l'adhésion des 5 nouveaux membres a été validée par vote (voir plus haut dans ce rapport).

a) Renouvellement du Conseil d'administration

L'assemblée générale a renouvelé le Conseil d'Administration. Celui-ci doit être renouvelé tous les ans par moitié (article neuf des statuts de l'association). Il est composé, au soir de l'assemblée générale, de six membres :

- Denis Pommier, président
- Sjoerd Wartena, vice-président
- Elisabeth Muller, trésorière
- Pablo Prado (en remplacement de Laura Hurtado, démissionnaire)
- Monique Munting
- Céline Fabre

b) Discussion sur les thèmes de travail et projets de l'association après-midi

L'après-midi de l'AG est habituellement consacré à la discussion sur un thème ou une question centrale pour le travail de l'association. Lors de l'AG de 2014 il avait été initialement prévu d'avancer dans la discussion pour l'élaboration du document de stratégie d'aGter, mais la discussion s'est finalement orientée plutôt sur l'organisation du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre, FMAT.

Vicent Garcés a fait le point sur les motivations qui ont porté à la décision de convoquer le FMAT : un bilan des 10 dernières années, après le FMRA et l'ICARRD, très négatif, des processus réels qui sont allés en sens contraire à celui espéré et ont amené à une situation d'accaparement dramatique de la terre et des ressources naturelles, à l'accroissement des famines, de la pauvreté, du chômage et à la concentration des ressources dans les mains de l'industrie agroalimentaire.

La proposition à l'origine du FMAT était de permettre un large débat entre les différents acteurs concernés, décideurs politiques, organisations paysannes et de la société civile, chercheurs, entreprises agroalimentaires. Ce serait la première fois que l'on arriverait à faire parler sur un pied d'égalité des producteurs, ceux qui font les politiques agricoles et tous ceux qui réfléchissent sur ces sujets. Il s'agit d'un grand défi et en même temps d'une grande opportunité pour aGter, pour redynamiser l'association.

2. Conseil d'Administration (CA)

Le CA s'est réuni 5 fois au cours de l'année 2014. Les réunions se font avec une participation directe ou par téléphone/Skype. Les comptes-rendus sont disponibles sur demande auprès de l'équipe salariée.

- Le 17 mars le CA décide de la clôture des comptes 2013 et discute du prévisionnel 2014. L'ordre du jour de l'AG 2014 est approuvé. Le CA s'accorde aussi sur l'organisation du travail pour l'élaboration de la stratégie d'aGter. La décision est prise de sortir du Comité de Direction du Land Portal.
- Le 23 avril le CA continue la discussion du prévisionnel 2014, fait le point sur l'avancement de l'organisation du FMAT (signatures de l'appel, positionnement de Via Campesina, rappel des objectifs qui se propose le Forum) et sur l'organisation de l'Assemblée Générale.
- Le 13 juin le CA a validé le budget prévisionnel de l'association pour 2014 et décide de la réorganisation de l'équipe salariée. La décision est prise de recruter un chargé d'étude pour remplacer Mathieu, qui va s'occuper à temps plein de l'organisation du FMAT. Il est aussi décidé de recruter un assistant multilingue pour appuyer Mathieu dans l'organisation du FMAT.
- Le 6 octobre le CA a discuté de la réorganisation de l'équipe salariée, suite au recrutement de Samir El Ouaamari, de la situation financière 2014 de l'association, de l'organisation de la vie associative et de la réflexion sur la stratégie. Le CA s'est défini le positionnement d'aGter sur la question du canal interocéanique du Nicaragua.
- Dans les jours successifs à cette dernière rencontre, le CA valide la signature d'aGter pour une pétition que Terre de Liens et d'autres organisations travaillant pour l'accès à la terre des paysans en Europe veulent présenter au Parlement Européen, dénonçant la perte de terres agricoles, la destruction des milieux paysans et les difficultés rencontrées par les nouveaux porteurs de projets agricoles.

C. Équipe salariée et stagiaires

1. Évolution de l'équipe salariée

L'équipe salariée d'aGter a été renforcée, en septembre 2014, par l'arrivée de Samir El Ouaamari, ingénieur agronome et titulaire d'un doctorat de l'Université de Nanterre et de la Chaire d'agriculture comparée d'AgroParisTech. Les résultats du travail de thèse de Samir, sur les phénomènes d'accaparement dans les forêts à café en Éthiopie, avaient été présentés dans le cadre d'une réunion thématique aGter organisée en décembre 2013.

Samir est chargé principalement de l'élaboration d'un module de formation à distance, e-learning, sur les accaparements de terre, destiné à appuyer les membres d'organisations paysannes et de la société civile, mais aussi les étudiants et d'autres personnes intéressées, dans la compréhension du phénomène et dans la mise en place de stratégies de réponse et de résistance.

2. Stages

aGter a encadré en 2014 un stage d'un mois de Tunvezh Gloaguen-Grandjean, étudiante du Master 1 Développement Agricole et Politiques Economiques, à l'IEDES, en Pologne.

D. Travail pour l'élaboration de la stratégie d'aGter

Début 2014 a été engagé un travail d'élaboration d'une stratégie d'action et de développement pour les 10 prochaines années. Ce travail vise à répondre à une double demande : la Fondation pour le Progrès de l'Homme (principal bailleur d'aGter depuis sa création) souhaite connaître la stratégie sur le long terme des associations qu'elle finance, afin de décider de l'affectation de financements permettant de renforcer chaque structure sur de plus longues périodes. D'une autre coté, l'équipe salariée, le Conseil d'Administration et les membres ont exprimé le besoin de

réexaminer, après 9 ans d'existence, les objectifs et les méthodes de travail de l'association, d'en réévaluer les moyens, compétences et capacités, pour mieux définir ce qu'elle est en mesure de faire, les moyens nécessaires et comment améliorer son efficacité.

Le travail d'élaboration du document de stratégie visait aussi à clarifier et mieux définir :

- vers l'intérieur (membres et équipe salariée) : des méthodes et axes de travail concrets ;
- vers l'extérieur (partenaires, bailleurs, grand public) : le projet de l'association, sa démarche d'action, son positionnement sur les différents thèmes et questions, ses alliés potentiels...

Voici un résumé des discussions et des décisions prises durant les trois moments de rencontre organisés (17-18 janvier, 16 mai et 11-12 décembre). Les documents de préparation et les comptes-rendus des réunions ont été transmis à l'ensemble des membres.

aGter doit contribuer au changement en favorisant l'implication citoyenne, par la constitution d'espaces de réflexion et apprentissage collectifs qui permettent l'émergence et la diffusion de propositions nouvelles en matière de gouvernance des ressources naturelles, à diffuser dans l'espace public. Le principal défi à relever par l'association est celui de renforcer son influence sur les débats en cours et sur le changement (faire « percer les idées dans le débat public »). Cela demande à l'association d'améliorer, en priorité :

- la lisibilité de ses messages et de sa démarche d'action (notamment autour du thème central des inégalités de toutes natures liées à l'accès à la terre et aux conséquences de l'opposition entre des « modèles » de développement agricole et rural). Le but est de faire émerger dans l'espace public les idées fortes portées par l'association et son réseau, susceptibles de contribuer à inverser les rapports de force autour de ces questions ;
- sa visibilité auprès des autres organisations, des mouvements sociaux et du public en sens large, pour développer un travail actif de construction d'alliances (la préparation du Forum mondial sur l'accès à la terre sera un moment important dans ce sens) ;
- la dynamique de la vie associative et du réseau, par la mise en place de dispositifs pour un échange plus régulier. Il a aussi été discuté la possibilité de renforcer la participation des membres du réseau en tant que relais locaux dans les différents pays pour, d'une côté, diffuser les informations produites par aGter et, de l'autre, faire remonter celles locales. L'organisation de forums de discussion serait un bon outil d'échange ;
- l'articulation du travail d'aGter avec celui d'autres organisations qui interviennent sur des thèmes similaires, en construisant une politique de partenariat chaque fois que cela est possible.

La définition de la stratégie doit aider l'association à avancer efficacement dans les années à venir, compte-tenu de ses moyens réels actuels, vers l'accomplissement de sa vocation, qui a été définie, au moment de création de l'association, de manière très ouverte.

Il est nécessaire de définir des priorités, des critères de choix, des modes de décision collective, suivant deux axes de travail majeurs :

- a. préciser les apports relatifs à la « fonction d'aGter » : la méthode d'analyse collective et de production documentaire, les choix des tiers avec lesquels s'allier, mener les analyses et construire des propositions et les destinataires, interlocuteurs, avec une stratégie de diffusion des idées et messages plus efficace ;

- b. définir le modèle des ressources humaines et économiques : les moyens humains (salariés, membres, bénévoles et organisation et fonctionnement du réseau) et financiers dont l'association entend se doter dans le futur.

II. Chantiers thématiques

A. Accaparements fonciers

1. Module de formation à distance sur les accaparements de terres

Samir El Ouaamari, nouveau salarié d'aGter est responsable de l'élaboration d'un module de formation à distance (e-learning) sur les accaparements des terres. Le module sera créé à partir des contenus documentaires produits par aGter dans les dernières années, en partenariat avec Modus Operandi, (Modop) organisation grenobloise qui travaille sur les conflits liés aux ressources naturelles et anime le site ressources sur la paix *Irénées*.

Le dernier trimestre 2014 a été consacré au travail d'élaboration des supports pour ce cours (guide, articles, encadrés, schémas, forums de discussion, proposition d'exercices, etc.) qui se poursuivra en 2015 avec une première session en français prévue avant l'été 2015. Un atelier de travail à Grenoble en septembre 2014 a permis de faire converger les approches des deux organisations associées à ce projet, aGter et Modop.

2. Participation à un travail d'analyse des « contrats » pour le Comité Technique Foncier et Développement (AFD), pour l'élaboration d'un guide d'analyse ex ante de projets d'investissements agro-industriels à emprise foncière

A la demande du Comité Technique Foncier et Développement, de l'Agence Française de Développement et du Ministère du Développement, aGter a participé, en association avec l'IIED et le GRET (Chef de file), à l'élaboration d'un guide destiné à aider les institutions françaises d'aide au développement à mettre en œuvre les Directives Volontaires pour une Gouvernance Responsable des Régimes Fonciers du Comité pour la Sécurité Alimentaire des Nations Unies. Michel Merlet et Mathieu Perdriault sont intervenus sur ce projet pour le compte d'aGter.

Un guide opérationnel destiné à l'Agence Française de Développement et à son agence chargée du financement du secteur privé, Proparco, ainsi qu'une analyse « État des lieux des cadres normatifs et des directives volontaires concernant le foncier » ont été publiés en octobre 2014. Le guide est également disponible en version anglaise.

Pour ce faire, plusieurs contrats en cours d'application ou de négociation entre des entreprises et des gouvernements, des autorités coutumières ou des institutions financières ont été étudiés. L'équipe a également rencontré des cadres opérationnels de l'AFD et de Proparco pour comprendre les procédés d'instruction des projets qu'ils financent et elle a par ailleurs bénéficié des apports du Comité Foncier lors des restitutions successives de son travail. La demande de l'AFD visait à répondre au souhait de M. Pascal Canfin, alors Ministre du Développement, que les institutions françaises de coopération respectent les directives volontaires du CSA. De fait, la France se trouve ainsi être le premier pays à mettre en place au sein de ses institutions publiques des mécanismes visant à garantir le respect des « directives volontaires ». Le guide a été bien accueilli par les institutions internationales de développement et les organismes nationaux européens qui sont engagés dans la rédaction de documents destinés à encadrer les investissements.

Il convient de signaler l'originalité des documents produits par l'AFD, qui, contrairement à la plupart des travaux de cette nature, insistent sur deux points essentiels :

- l'importance de la réalisation d'évaluations ex-ante qui prennent en compte l'intérêt collectif, et pas seulement celui des investisseurs. Une fiche pédagogique présentant ces « évaluations économiques », utilisées couramment il y a quelques décennies et aujourd'hui oubliées, sera préparée courant 2015
- la nécessité de garder en mémoire les limites *sui generis* des cadres normatifs et directives volontaires au niveau international, quelque soit par ailleurs leur intérêt pour faire progresser les prises de conscience et faire évaluer les lois et les mécanismes d'application.

Ce travail s'inscrit dans la continuité du travail réalisé en 2009-2010 en animant le groupe de réflexion élargi du Comité Foncier sur les appropriations de terres à grande échelle. C'est probablement un des champs d'intervention d'aGter qui nous a permis d'avoir le plus d'influence dans un travail conjoint de réflexion et de plaidoyer avec des partenaires et des décideurs.

B. Gouvernance des forêts

1. **Projet pour l'élaboration d'outils pédagogiques pour l'analyse économique des projets de développement rural et forestier**

Il existe très peu d'outils d'évaluation ex ante fondés sur une approche partant du point de vue de la société dans son ensemble, et non du seul point de vue de l'investisseur ou de l'entrepreneur, qui permettent de comparer différentes options de développement pour un territoire et soient utilisables par les habitants, les organisations de producteurs ou indigènes ou les gouvernements locaux. Dès les années 90, René Dumont soulignait dans la préface de l'excellent ouvrage de Marc Dufumier consacré à l'analyse des « Projets de développement agricole » (Karthala, 1996), qu'il serait bien de reprendre ces idées « dans une forme accessible aux paysans ayant un minimum de connaissances ».

L'idée de ce projet, financé par la Fondation Ford, est de réaliser un « manuel » ou une boîte à outils sur ce sujet en Amérique centrale, en profitant des liens tissés par aGter au cours des années passées avec les organisations forestières et rurales de cette région.

Mais ce travail entend aussi renforcer le réseau d'aGter en Amérique Centrale et au Mexique. Au cours de l'année 2014, nous avons sur ce projet effectué trois missions en Amérique centrale et du travail au siège de aGter en France. Samir El Ouaamari a participé à la préparation du projet avec Michel Merlet. L'équipe pédagogique s'AgroParisTech (chaire de développement agricole comparé), qui développe depuis des années un cours spécifique sur ce sujet, a été associée à l'élaboration de la méthodologie d'élaboration du manuel d'évaluation.

a) Première mission au Costa Rica et au Nicaragua (Mars 2014)

Une première mission a été réalisée par Pierre Merlet, membre d'aGter vivant à Managua, au Costa Rica et au Nicaragua. Pierre, qui connaît bien les principaux partenaires d'aGter en Amérique centrale et avait été en charge de l'étude sur la foresterie communautaire au Guatemala avec ACOFOP et Ut'z Che il y a deux ans, était la personne appropriée pour lancer la discussion sur la façon d'organiser le projet dans la région. Il a participé au nom d'aGter au pré-congrès méso-américain sur les aires protégées et les peuples autochtones organisé par l'Alliance Mésoaméricaine des Peuples et des Forêts (AMPB) le 17 et 18 mars. Il a également rencontré David Kaimowitz (Fondation Ford) à Managua et Ruben Pasos, conseiller principal de l'AMPB.

Cette mission a conclu à l'intérêt d'établir un partenariat de base entre aGter et l'Alliance Mésoaméricaine des Peuples et des Forêts, pour la mise en œuvre du projet, mais aussi pour le plus long terme.

La mission a permis de dresser une liste provisoire des études de cas potentiellement les plus intéressantes. Il a été décidé de concentrer le travail sur l'Amérique centrale, en renonçant à l'idée d'une étude de cas en Amérique du Sud, mentionnée comme une possibilité lors de la formulation du projet. Elle a aussi permis de commencer à sélectionner un nouvel expert approprié pour coordonner le travail de terrain en Amérique centrale, la collègue membre d'aGter avec qui avait été écrite la proposition de projet et qui était pressentie comme l'experte principale ayant débuté en 2014 opté pour un autre emploi en Amérique du Sud.

b) Deuxième mission. Nicaragua et au Guatemala (Septembre 2014)

Une deuxième mission a été réalisée par Michel Merlet, au Guatemala et au Nicaragua. Elle avait deux objectifs : 1/ sélectionner l'expert qui travaillerait avec des partenaires en Amérique centrale et coordonnerait les études de cas et de valider cette sélection avec les membres d'aGter au Guatemala et au Nicaragua et 2/ présenter la proposition d'étude de cas à l'Association de Communautés Forestières du Petén (ACOFOP), et vérifier leur intérêt pour ce travail. Un candidat parmi plusieurs candidats possibles, s'est nettement démarqué, M. Benoit Maria. Sa formation et son expérience dans la région avec les peuples indigènes était idéale. Après validation par les membres d'aGter de la région, c'est donc lui qui a été retenu.

M. Merlet a voyagé à Flores (Petén) pour rencontrer la direction d'ACOFOP Direction. Il a été décidé d'un commun accord de commencer les études de cas avec eux dans le Petén, afin de contribuer à alimenter leur plaidoyer pour négocier avec l'État le renouvellement des concessions forestières pour les communautés membres. Au Nicaragua, M. Merlet a rencontré l'ONG Fundación del Rio afin d'explorer leur intérêt à être associé à la discussion sur l'évaluation économique. Ils seront intégrés dans la réflexion que nous allons développer après le travail de terrain en 2015.

c) Troisième mission au Guatemala, El Salvador et le Nicaragua (14-31 Octobre)

Le 17 octobre a été organisée une cérémonie de remise du titre de Docteur Honoris Causa au directeur d'ACOFOP, Marcedonio Cortave, par l'Université San Carlos du Guatemala. Cela a été l'occasion de rencontres entre les organisations forestières du Guatemala et des représentants du gouvernement guatémaltèque, à un moment stratégique de discussion de la négociation du renouvellement des concessions forestières communautaires du Petén, au nord du pays.

La participation de Michel Merlet à la cérémonie a permis de combiner ce voyage avec les activités sur le projet financé par la Fondation Ford. Une réunion informelle avec plusieurs spécialistes forestiers, y compris les dirigeants de Ut'z Che, a été organisée, ainsi qu'une visite à l'organisation PRISMA (San Salvador), dans le but de tisser des liens et discuter de sa participation au projet et à d'autres activités avec aGter.

2. Suites du projet sur la gouvernance des forêts au Cameroun et au Guatemala

a) Traduction, finalisation et édition des dossiers de documentation

En 2014 nous avons avancé et presque finalisé le travail de traduction et édition des publications sur la gouvernance des forêts au Guatemala et au Cameroun (en total : deux dossiers pays et un troisième dossier issu d'un travail croisé sur ces deux expériences, tous en français et espagnol).

Les dossiers seront publiés dans le premier semestre 2015.

b) Construction du partenariat avec FERN : participation à un atelier de travail en janvier et au séminaire sur la foresterie communautaire organisé en avril 2014

FERN est une organisation non-gouvernementale créée en 1995 pour suivre l'implication de l'Union Européenne sur les forêts et pour coordonner les activités des ONG au niveau européen. Basée au Royaume Uni et en Belgique, elle travaille sur les forêts et les droits des peuples des forêts, ainsi que sur les questions qui s'y rattachent, le commerce, l'investissement et le changement climatique (voir www.fern.org). FERN a contribué à la mise en œuvre du Plan d'Action de l'UE sur l'application de la législation forestière, la gouvernance et les échanges commerciaux (FLEGT) afin d'améliorer la gouvernance forestière, de renforcer les droits des populations et de rendre l'industrie du bois plus transparente et plus responsable. L'organisation travaille à une nouvelle initiative, qui débouchera sur un rapport en 2015, pour un Plan d'Action de l'Union Européenne pour une réduction de la déforestation provoquée par la demande européenne en produits divers (et plus seulement en bois). Michel Merlet a participé sur invitation de FERN à une journée de réflexion et de discussion sur les pistes de travail pour ce rapport, le 27 janvier à Londres.

aGter a également été invitée à participer au séminaire organisé par FERN les 3 et 4 avril à Bruxelles sur la foresterie communautaire, qui a rassemblé des acteurs d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie, et des ONG européennes. Michel M. a participé au séminaire où il a présenté un article qui fait la synthèse des travaux réalisés sur la gouvernance des forêts au Cameroun et Guatemala. Cette communication met en avant l'importance de l'organisation des sociétés pour la préservation des ressources forestières, la défense des territoires et l'amélioration des conditions de vie des communautés. Par ailleurs, un autre membre d'aGter, Silvel Elias, était présent à ce séminaire, où il a présenté une autre communication sur la gouvernance communautaire des forêts au Guatemala.

À la suite de l'atelier, FERN a demandé à aGter de réaliser un document de synthèse et réflexion à partir de l'atelier. Le contrat a été signé en 2014, mais l'essentiel du travail aura lieu début 2015.

C. Politiques foncières en Europe

1. Travaux en cours

Nous avons continué en 2014 à travailler sur les politiques foncières en Europe, sans toutefois pouvoir compter sur des financements significatifs.

Le Comité Foncier a fait une commande à aGter pour la rédaction d'une fiche pédagogique sur les SAFER, destinée à l'Afrique de l'Ouest. Le contrat a été signé en 2014, mais le travail ne sera finalisé qu'en 2015.

Nous avons continué à instruire une demande de financement pour transformer en fiches pédagogiques les rapports sur les politiques foncières agricoles des pays européens (cinq rapports ont été réalisés pour le Ministère de l'Agriculture et deux pour notre propre compte). Nous espérons voir cette demande aboutir en 2015.

2. Stage en Pologne

Tunvezh Gloaguen-Grandjean (Master 1 à l'IEDES) a étudié différentes exploitations agricoles polonaises, afin d'illustrer par des exemples concrets le travail réalisé par Terres d'Europe sur les

politiques foncières agricoles en Pologne. L'étude a été faite sur 2 régions, illustratives de parcours historiques différents : grandes exploitations destinées à l'exportation à l'ouest du pays et petites exploitations pour l'autosubsistance et le marché locale à l'est. 15 exploitations ont été visitées. Ce stage a été possible grâce à l'appui de Robert Levesque et Dimitri Liorit, de Terres d'Europe. Il a été suivi par Michel Merlet. Le rapport n'est pas destiné à une publication immédiate, mais il a apporté d'intéressantes informations sur l'application des lois et des règlements. Ce stage répond à la volonté d'aGter de continuer à développer ses travaux en Europe de l'Est. Il devrait permettre d'organiser une activité de même nature sur une plus longue durée en 2015 et nous aider à préparer des documents destinés à un large public.

3. Activités de diffusion, échange et contribution

a) Réunion du groupe Access to land in Europe, janvier 2014

Le 30 janvier Marta Fraticelli et Michel Merlet ont participé à une rencontre du groupe de réflexion sur le foncier agricole en Europe, animé par Terre de Liens (Véronique Rioufoul). Y ont participé des membres anglais, allemands et italiens du groupe, dans le but d'échanger sur les possibles projets de recherche-ouverte (open-research projects), sur la question du foncier et de l'accès à la terre dans différents pays européens.

D. Gouvernance de l'Eau

1. Réunions du COSTEA

aGter a continué à participer avec AVSF et le GRET et en tant qu'ONG membre de Coordination Sud aux activités du COSTEA, Comité Scientifique et Technique Eau Agricole. Fin 2014, l'AFD nous a demandé d'assumer une responsabilité dans l'animation du Groupe Foncier irrigué du COSTEA. Les modalités concrètes de cette décision seront fixées en début d'année 2015.

2. Participation au Groupe Eau Agricole de la C2A. Séminaire sur l'efficacité de l'usage de l'eau agricole

aGter a participé, avec AVSF et le GRET, à l'organisation d'un séminaire sur l'efficacité et l'efficacité économique de l'usage de l'eau agricole par les agricultures familiales (Nogent sur Marne, le 23 septembre). Le séminaire a permis de présenter à un large public l'essentiel des résultats des travaux du groupe eau agricole et d'inviter des intervenants de plusieurs pays du Sud. Un stage, piloté par AVSF, a contribué à rendre possible son organisation. aGter a présenté deux études de cas comparant l'efficacité de la grande production de canne à sucre et de l'agriculture familiale, réalisées par deux jeunes membres de l'association, qui avaient fait des stages avec aGter en 2012 et en 2013 : Averill Roy, a présenté ses travaux sur la région de Piura (Pérou), et Camille Jahel le travail qu'elle a réalisé sur la région de Chinandega (Nicaragua). Les deux présentations ont montré tout l'intérêt de l'analyse économique, une approche de recherche utilisée par aGter. Dans les deux cas la grande production s'est avérée moins efficace au niveau économique du point de vue de la collectivité, et moins intéressante pour le développement territorial que la production paysanne dans son ensemble. Deux articles synthétiques illustrant les interactions entre foncier et eau ont été écrits et seront publiés début 2015.

E. Biens communs

La question des biens communs est transversale à toute la réflexion d'aGter sur la gestion des

ressources naturelles. Ce concept étant très utilisé et parfois sans suffisamment de rigueur, aGter aurait tout son rôle dans un travail de clarification et diffusion de cette question, pouvant valoriser la richesse de ses travaux documentaires et de son réseau.

Une première réunion de prise de contact a été organisée à l'initiative d'Averill Roy, membre d'aGter et alors salariée de l'Association des Populations des Montagnes du Monde (APMM), en mars 2014, avec des collègues de l'APMM et avec Frédéric Sultan, de l'association VECAM.

Deux membres de l'équipe salariée ont participé à une rencontre organisée par FIAN Belgique sur la terre comme bien commun. Une première ébauche de texte a été rédigée, qui pourra guider la réflexion d'un groupe de travail thématique, auquel plusieurs membres pourraient être intéressés à participer. Nous envisageons de poursuivre ce travail en 2005 et d'organiser une réunion thématique avec C. Laval ou P. Dardot, auteurs de «*Commun. Essai sur la révolution au XXI siècle*».

III. Préparation du FMAT

En mai 2014, aGter et CERAI ont lancé avec un premier groupe d'organisations et réseaux paysans et de la société civile, quatre institutions gouvernementales et une cinquantaine de personnalités des cinq continents, l'appel public à organiser le Forum Mondial sur l'Accès à la Terre.

A. Origine et objectifs du projet

C'est en 2013, lors de son Assemblée Générale, qu'aGter avait décidé de sonder la faisabilité de cette proposition politique audacieuse. Elle partait d'un constat : 10 ans après deux temps forts de prise de conscience et d'engagement de la communauté internationale face aux problèmes causés par le manque d'accès sécurisé à la terre et aux ressources naturelles pour des centaines de millions d'agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et membres de communautés forestières, la situation s'est aggravée et les mesures effectives pour y faire face sont toujours attendues.

Des personnes et une organisation, le CERAI, qui seront au nombre des fondateurs d'aGter, avait organisé en 2004 à Valencia (Espagne), le Forum Mondial sur la Réforme Agraire (FMRA), considéré comme forum thématique du Forum Social Mondial. Il a abouti à ce que la FAO convie deux ans plus tard, avec l'appui du Ministère du Développement Agraire du Brésil, la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le développement Rural (CIRADR, Porto Alegre, Brésil, 2016). À sa conclusion, une centaine d'États s'étaient accordés sur la nécessité d'œuvrer pour un partage plus équitable des droits d'accès à la terre et aux ressources naturelles, considérant que l'insécurité alimentaire, la faim et la pauvreté résultent en grande partie d'un manque d'accès sécurisé aux ressources productives dont souffrent la plupart des agriculteurs du monde.

Pour contribuer aux efforts existants pour mettre un terme aux processus d'accaparements de terres et ressources naturelles, préserver et généraliser les pratiques les plus favorables au bien de l'humanité, en particulier l'agriculture familiale paysanne agroécologique, aGter et CERAI ont jugé utile de convoquer un grand nombre d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux concernés pour établir le bilan des déclarations et des actions antérieures des États, au vu des évolutions réelles de l'accès à la terre de ces dix dernières années.

Le FMAT vise à soumettre les conditions d'accès à la terre et aux ressources et celles de leur usage, toujours plus précarisées pour l'immense majorité de leurs utilisateurs, à un débat ouvert, dans le but de les améliorer véritablement. Il impliquera les citoyens. Ce débat doit fournir un état de la diversité des approches concrètes et des opinions concernant les causes des problèmes actuels liés à l'accès à la terre et aux ressources naturelles et les solutions qu'ils nécessitent. Il permettra

de nouvelles alliances pour l'invention et la mise en œuvre de réponses effectives.

B. Organisation

1. Secrétariat permanent

Coordonné par aGter, le secrétariat permanent de l'initiative FMAT réunit des membres d'aGter et du CERAI et entretient des liens réguliers avec des membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Mathieu Perdriault assure à temps plein depuis le 1^{er} mars 2014 la coordination du secrétariat du FMAT. Clara Martin, apporte ses compétences au service du secrétariat pour l'équivalent d'un mi-temps. Michel Merlet, consacre également une part de son temps de travail salarié au FMAT. Les autres salariés, Samir El Ouamari et Marta Fraticelli ont également contribué à plusieurs moments au secrétariat (diffusion d'informations, enregistrements vidéo, etc.).

La coordination est par ailleurs assurée assidûment à titre bénévole par Vicent Garcés, membre d'aGter et du CERAI, qui a été nommé président du Comité International d'Organisation du FMAT (voir plus bas) lors de la réunion constitutive de celui-ci, par Hubert Cochet (AgroParisTech, France) et par Marcel Mazoyer (Professeur Émérite AgroParisTech, France). Deux cadres de la FAO participent très régulièrement aux réunions du secrétariat : Rolf Hackbart, directeur adjoint du bureau des Partenariats, du Genre, du Plaidoyer et du Développement des capacités (OPC) et Paolo Groppo, en charge des questions de développement territorial. Ces personnes ont tenu plus de 10 réunions entre mars et décembre 2014, le plus souvent par téléphone (skype) et parfois physiquement pour préparer le FMAT selon les orientations décidées par le Comité International d'Organisation.

2. Comité international d'organisation

Le Comité International d'Organisation (CIO) du FMAT est composé d'une vingtaine de membres représentants d'organisations paysannes et de la société civile (Roppa, Contag/Coprofam, Ekta Parishad, ActionAid international, Oxfam, SlowFood), d'institutions gouvernementales (Ministère du Développement Agricole du Brésil, Ministère de l'Agriculture et Développement Rural du Sénégal, Département de la Réforme Agricole des Philippines) et de personnes (Samir Amin, José Bové, Hubert Cochet, Olivier De Schutter, Vicent Garces, Cécilia Leiva, Marcel Mazoyer, Michel Merlet, Henri Rouillé d'Orfeuil). Des membres observateurs ont aussi intégré le CIO dont la composition complète est indiquée sur le site internet du forum <http://landaccessforum.org>

Le secrétariat a organisé les deux premières réunions du CIO à Rome, au siège de la FAO, en juin puis en novembre 2014. Le CIO définit la stratégie de diffusion d'informations et la recherche de soutiens, prépare le programme (thèmes), les modalités et le calendrier d'activités du forum, établit le budget du forum et la stratégie de recherche de financements.

Il permet de garantir la pleine prise en compte des attentes des organisations paysannes et la mise en relation du FMAT avec les nombreuses dynamiques internationales et régionales en cours touchant à ses sujets¹.

¹ Année Internationale de l'Agriculture Familiale, dont les conclusions désignent le FMAT comme processus déterminant pour continuer à œuvrer en faveur de l'agriculture familiale au même titre que le processus relatif à la définition des objectifs de développement post2015 ; Processus nationaux et régionaux pour l'application des Directives volontaires relatives à la gouvernances des régimes fonciers ; Forum Social Mondial, rencontres de l'International Land Coalition, nouvel agenda international de l'agroécologie sous l'égide de la FAO ; Exposition Universelle de Milan 2015 ; Conférence Climat ; Réunions spécialisées du Mercosur pour l'Agriculture Familiale...

C. Signataires de l'appel FMAT

À la fin 2014, plus de 100 organisations paysannes et de la société civile avaient signé l'appel ainsi que 4 institutions gouvernementales nationales et internationales et plus de 160 personnes. Toutes ont manifesté à la fois leur souhait de voir un tel débat organisé et leur volonté d'y participer.

1. Organisations paysannes et de la société civile

Plusieurs membres de Via Campesina sont au nombre des signataires : Confédération Paysanne en France, MVIWATA en Tanzanie, la CNOP au Mali et le CNCR au Sénégal. Ces deux dernières organisations sont partie-prenantes du FMAT à travers le ROPPA, membre du CIO. Le contact avec la Via Campesina est permanent depuis le démarrage de l'initiative fin 2013. Ses représentants savent qu'une place est réservée pour le mouvement au sein du CIO. Mais le processus de décision interne de cette organisation requiert du temps et elle n'a pas souhaité participer au CIO en 2014.

Des échanges ont eu lieu avec la International Land Coalition, dont le Conseil a invité, sur recommandation du FIDA qui assure sa Vice-présidence, Vicent Garces à présenter le FMAT mi décembre. Il en a résulté l'entrée de l'ILC à titre de membre observateur au sein du CIO en 2015.

En France, la plate-forme Coordination Sud a, suite à plusieurs discussions avec les membres de sa Commission Agriculture et Alimentation, également signé l'appel.

2. Institutions gouvernementales

Un soutien gouvernemental a été trouvé en Amérique latine, en Afrique et en Asie. En Europe, c'est vers le gouvernement français que se sont concentrés les efforts de sollicitation en 2014 : en direction du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, et du Ministère des Affaires Étrangères et du Développement International, ainsi que de l'Agence Française de Développement. Après divers échanges, dont notamment une rencontre des représentants de ces institutions françaises mi novembre 2014, le Comité technique « Foncier et Développement » des acteurs de la coopération française a manifesté son appui.²

La FAO est une partie prenante active de l'initiative. Elle a apporté un soutien logistique essentiel en 2014 en accueillant les deux réunions du CIO et en prenant à sa charge l'interprétariat en trois langues de ses travaux. Le FIDA a accepté de participer au CIO au titre de membre observateur. Le président du CIO avait rencontré ses cadres en octobre. Les Commissaires européens sortants en charge de l'Agriculture et du Développement avaient assuré le FMAT de leur bienveillance et appui sans signature officielle possible (qui suppose l'engagement de toute la Commission). La Commission participe au CIO au titre de membre observateur, dans l'optique d'assurer la continuité des relations avec les nouveaux commissaires, qui ont pris leurs fonctions fin 2014.

3. Financement

La préparation du FMAT a bénéficié en 2014 du soutien déterminant de la Fondation de France, à hauteur de 72 662 euros ainsi que celui de la FPH, au travers de son appui à aGter. Elle a aussi pu compter sur une contribution sous la forme de services (accueil et interprétariat des deux premières réunions du CIO) de la FAO équivalent à environ 25 000 euros.

² Le ministère de l'Agriculture de la France apportera finalement sa signature par une lettre du ministre, M. Stéphane Le Foll, en mars 2015.

IV. Implication d'aGter dans des dynamiques et des espaces collectifs

A. Groupes de réflexion

1. Comité Technique Foncier & Développement

Michel Merlet participe régulièrement aux réunions ordinaires à titre personnel lorsqu'il est à Paris, ainsi d'ailleurs que plusieurs autres membres d'aGter, pour leur institution ou également à titre personnel. Samir El Ouaamari et Mathieu Perdriault ont participé à la réunion du 6 novembre, qui a validé le dossier sur la pertinence des démarches de formalisation des droits, et pendant laquelle le Comité a fixé sa position par rapport à l'Appel du FMAT.

Michel Merlet, ainsi que plusieurs autres membres d'aGter, ont assisté le 15 décembre 2014, à la journée de présentation organisée à l'AFD des deux chantiers de travail 2013-2014, celui sur le guide d'évaluation ex-ante des projets d'investissement à emprise foncière et celui sur la formalisation des droits fonciers. Y participaient des représentants de la société civile de différents pays, des représentants de la FAO, du FIDA, des membres des institutions gouvernementales de pays européens et de pays du Sud avec lesquels l'AFD travaille.

B. Plateformes et collectifs en France

1. Coordination Sud

a) Réunions de la Commission Agriculture et Alimentation C2A

Mathieu Perdriault a participé aux réunions des 27 janvier, 20 février, 29 avril et, avec Samir El Ouaamari, du 22 octobre 2014. Mathieu était mobilisé depuis 2013 dans une tentative conjointe d'aGter et AVSF endossée par Coordination Sud pour organiser un forum de portée internationale dans le cadre de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale³. Les discussions avec le Ministère en Charge du Développement identifié au départ comme bailleur probable n'ayant pas permis d'envisager la concrétisation du projet initial, aGter a décidé de se retirer de la préparation de la forme alternative donnée à ce projet par la C2A (Forum des sociétés civiles pour les agricultures familiales). La participation de Mathieu aux discussions de la C2A a ensuite visé à présenter et préparer l'adhésion de la commission et de Coordination Sud au FMAT.

Samir El Ouaamari a assumé à la fin de l'année 2014 la représentation d'aGter aux réunions de la C2A. Les 17-18 décembre à Lyon, il a participé au Forum des sociétés civiles pour les agricultures paysannes dans le cadre de la clôture de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale.

M. Merlet est intervenu dans l'atelier organisé par le CIRAD, ATTAC, AVSF, le GRET et la C2A, autour de la présentation du rapport réalisé en 2013 par le CIRAD « Les Agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques », le 16 septembre à Nogent sur Marne.

³ Qui aurait consisté à partager analyses et propositions entre organisations paysannes de la société civile et institutions gouvernementales sur 1/ les conditions de sécurité foncière nécessaires à la protection et essor de l'agriculture familiale, 2/ les liens entre agriculture familiale et emploi / insertion des jeunes, et 3 ? démarches innovantes de production (agroécologie) commercialisation (circuits courts, commerce équitable)

C. Plateformes internationales

1. International Land Coalition (ILC)

Une réunion des organisations de la société civile non-régionales membres de l'ILC a été organisée à Rome les 3-4 novembre 2014. L'objectif de cette réunion était d'asseoir les bases de la stratégie de l'ILC pour les années à venir. Samir El Ouaamari était le délégué d'aGter lors des sessions. Il a mis en avant le besoin d'approfondir le débat au sein de l'ILC sur les arguments économiques qui servent à justifier les accaparements de terres.

2. Land portal

Le CA a décidé le retrait d'aGter du comité de pilotage du site web www.landportal.info, à la mise en place duquel nous avons contribué depuis le début, en raison de la quantité de temps limitée de l'équipe salariée. La forme institutionnelle du Land Portal a évolué, la ILC n'ayant pas souhaité continuer à porter le projet. Une Fondation de droit néerlandais a été créée pour cela. Le comité de pilotage a disparu et le Conseil d'Administration de cette Fondation est désormais constitué exclusivement par des individus à titre personnel. Aucun membre du CA d'aGter ne s'est porté candidat pour faire partie de cette nouvelle instance de direction. Une refonte complète du site est en cours. Celui-ci espère obtenir de nouveaux financements pour se développer.

3. INTER-RESEAUX

aGter est membre d'Inter-Réseaux, mais n'a pas réalisé d'activité spécifique dans ce cadre en 2014. Inter-Réseaux relaie fréquemment les publications d'aGter sur son site Web et ses bulletins.

V. Outils permanents de diffusion et de communication

A. Réunions thématiques d'aGter

Six réunions thématiques ont été organisées en 2014 :

- 22 janvier, Nogent Sur Marne : Hubert Cochet (membre d'aGter), responsable de la Chaire d'agriculture comparée à l'AgroParisTech, « La question foncière en Afrique du Sud ».
- 12 mars, Nogent Sur Marne : Marcelo Sili, professeur-chercheur argentin, « La question foncière et le développement rural en Argentine ».
- 27 mars, Nogent Sur Marne : Abbé Joseph-Mukassa Somé, héritier des chefs de terre Dagara du Burkina Faso, « La vision des chefs de terre coutumiers au Burkina Faso et les phénomènes d'accaparement des terres », échange avec Etienne Le Roy et Yves Bourron, auteur du livre « J.M Somé, Mon combat pour la terre ».
- 16 mai, Nogent Sur Marne : Elena Lazos Chavero (membre d'aGter), professeur-chercheuse à l'Institut d'Investigations Sociales de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM), « L'introduction du maïs transgénique au Mexique. Considérations socio-économiques et culturelles pour la prise des décisions sur les Organismes Génétiquement Modifiés. Quatre régions mexicaines, quatre perspectives ».
- 2 juin, Nogent Sur Marne : Vikas Rawal, Professeur associé au Centre d'études économiques et planification de l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi, « Caste, class and Gender Disparities in Rural India » (Conférence en anglais).
- 23 septembre, Nogent Sur Marne : Commission Agriculture et Alimentation (C2A) de

Coordination Sud et aGter, « Eau agricole. Séminaire sur l'efficacité économique de l'usage de l'eau agricole par les agricultures familiales ».

Toutes ont été filmées et une synthèse vidéo a été réalisée (sauf pour la réunion thématique de septembre, à paraître en 2015) et publiée sur les sites d'aGter et Dailymotion. Les synthèses vidéo de réunions thématiques organisées dans les années précédentes ont aussi été réalisées.

Avec une quarantaine de réunions thématiques depuis 2007, nous pouvons envisager pour 2015 une publication multimédia spécifique, un DVD rassemblant l'ensemble des synthèses vidéo.

B. Bulletin d'information et liste d'invitation aux réunions thématiques

Cinq bulletins d'informations ont été envoyés aux abonnés des newsletters d'aGter :

- Le 7 février (vers. espagnole le 21/03 et anglaise le 22/04), éditorial de Marta Fraticelli.
- Le 6 juin (vers. anglaise le 19/06 et espagnole le 25/06), éditorial de Michel Merlet.
- Le 9 juillet, avec un éditorial de Héléne Roux « Honduras, un feuilleton tragique »
- Le 13 octobre (vers. espagnole le 27/10 et anglaise le 15/12), éditorial de Jacques Loyat « La controverse autour de la ferme des 1000 vaches : c'est d'un autre modèle de développement, reposant sur l'agriculture familiale et l'agro-écologie, dont nous avons besoin ! », au sujet de la construction, dans la région française de la Somme, d'une méga ferme-usine de 1000 vaches.
- Le 17 décembre 2014, avec un éditorial de Michel Merlet « Deux nouvelles publications sur la question des accaparements de terres » pour présenter les travaux réalisés pour le Comité technique « Foncier & développement » (CTFD), par aGter en consortium avec le Gret et l'IIED.

C. Sites internet d'aGter : site associatif (www.agter.asso.fr) et Fonds Documentaire (www.agter.org)

Le site de ressources documentaires a été lancé officiellement le 16 janvier 2014, lors d'une réunion publique qui s'est tenue dans les locaux de la Fondation Charles Léopold Mayer. 2014 a été une année de transition, pendant laquelle nous avons assuré le transfert progressif des articles destinés à constituer le contenu initial du fonds documentaire du site associatif vers le nouveau site ressources. Pour cette raison, les statistiques et les analyses que nous présentons ici regroupent les deux sites. Nous aborderons ensuite brièvement la situation et les perspectives de chaque site.

1. Évolutions globales

Le graphique suivant met en évidence le transfert des articles du site associatif vers le site ressources. (source : google analytics)

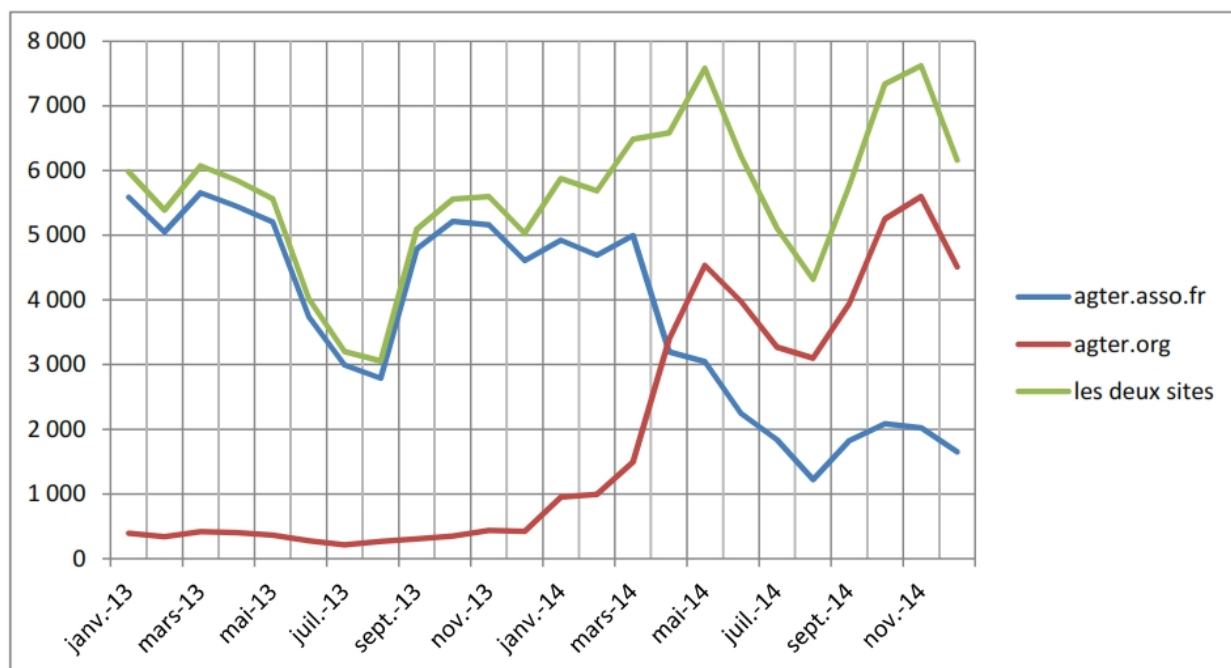


Figure 1. Evolution de l'audience des deux sites (site vitrine + site ressources) Nombre de sessions par mois sur les deux dernières années (janvier 2013 à décembre 2014)

Sur l'ensemble des deux sites, la fréquentation a continué de progresser en 2014, avec 74 725 sessions, soit 24% de plus qu'en 2013. Les consultations uniques sont elles passées de 97 540 à 112 107 (+15%), le nombre de pages vues de 145 859 à 159 722 (+10%), et le nombre d'utilisateurs de 50.788 à 63.669 (+25%).

Avec un nombre moyen de **6.227 visites et 13.310 pages vues par mois en 2014** sur l'ensemble des deux sites, nous avons atteint une audience significative, compte tenu de la nature des informations que nous proposons.

Les visites provenant de sites référents, c'est-à-dire de liens pointant vers les sites d'aGter, restent extrêmement minoritaires.

61% des sessions ont été en français, 26% en anglais, et 19% en espagnol.

La plupart des visites sur les deux sites viennent de France. Les 10 premiers pays d'origine des visites sur le site ressources ont été en 2014 la France (41,5 %), les États-Unis d'Amérique (3,9 %), le Guatemala (3,9 %), le Cameroun (2,8 %), Mexico (2,6 %), l'Équateur (2,4 %), le Canada (2,4 %), la Colombie (2,2 %), la Belgique (2 %), et Madagascar (1,7 %).

Le tableau ci-dessous montre la répartition des sessions par continent pour les deux sites.

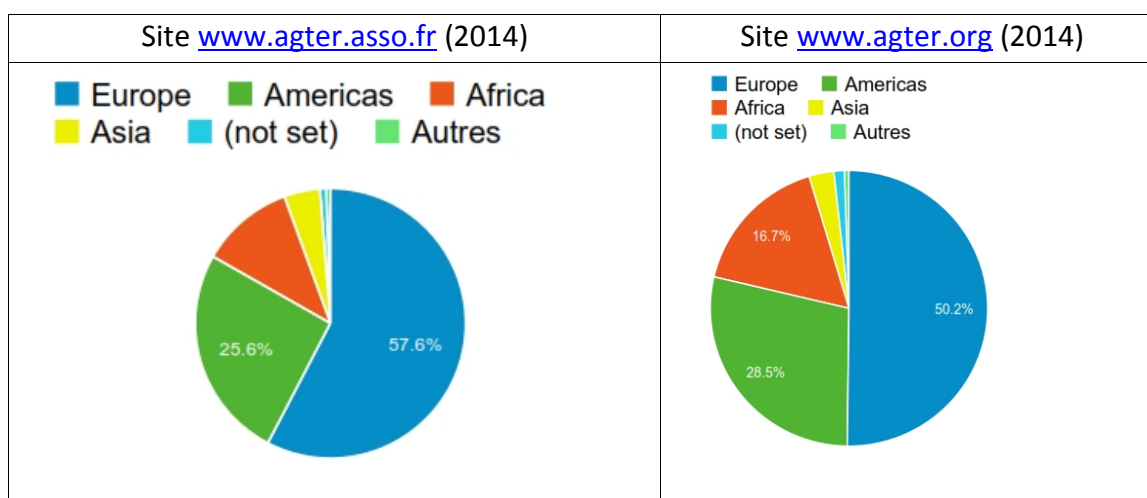


Figure 2. Visites sur les deux sites d'aGter, répartition par continent

Il est intéressant de voir quels ont été les articles les plus lus sur l'ensemble des deux sites en 2014. Le tableau suivant présente les 12 plus consultés.

Site	Article	auteur	nb de consultations uniques
ressources	aGter - FRANCE. Quelques traits marquants de l'évolution des structures agraires au XXe siècle	L. Gauvrit	4 447
associatif	Nouvelles du réseau et nouveautés du site	institutionnel	3 318
ressources	aGter - FRANCE. Les Sociétés Civiles Immobilières (SCI) et les Groupements Fonciers Agricoles (GFA)	G. Mertz	2 970
associatif	Les terres cultivables non cultivées dans le monde.	M. Merlet	2 504
ressources	aGter - Las múltiples funciones y los beneficios de la agricultura campesina	P. Rosset	1 584
ressources	aGter - contribuer à relever quelques grands défis du XXIe siècle	institutionnel	1 541
ressources	aGter - FRANCE. La SAFER, un mécanisme original de régulation des marchés fonciers par les organisations paysannes et l'Etat.	M. Merlet; R. Levesque	1 202
ressources	aGter - FRANCE. Aménagement foncier et réorganisation des exploitations (remembrement, OGAF)	L. Gauvrit	1 196
associatif	Las tierras cultivables no cultivadas en el mundo.	M. Merlet	1 193
ressources	aGter - MADAGASCAR. La gestion des ressources minières: une gouvernance très problématique!	Mamy Rakotondrainibe	1 185
ressources	aGter - FRANCE. Le statut du fermage.	M. Merlet	1 099
associatif	Qui sommes nous ?	institutionnel	978

2. Le site associatif

La structuration du site, qui avait été conçu pour jouer à la fois le rôle d'un site vitrine et associatif et d'un site de présentation de documents en attendant la mise en place du site ressources, devra être revue en profondeur en 2015, maintenant que le fonds documentaire est pleinement opérationnel.

3. Le Fonds documentaire

Le site de ressources documentaires d'aGter est une bibliothèque virtuelle dédiée à la

gouvernance des ressources naturelles. Outil de diffusion central dans la démarche d'aGter, ce site met à disposition une grande variété d'informations, organisées en sorte que le lecteur puisse naviguer à travers des expériences multiples et découvrir différentes dimensions et enjeux liés à la gouvernance des ressources naturelles.

Le fonds documentaire compte à la fin février 2015 quelques 480 fiches centrales, 20 fiches annexes, 14 dossiers, 7 grands défis, déclinés pour le moment en 34 questions spécifiques par rapport auxquelles sont indexées les fiches.

aGter a collaboré avec au moins 84 organismes différents, formellement caractérisés par des fiches partenaires, pour la préparation de ces documents.

Nous avons maintenant besoin de la participation de tous les membres, pour alimenter le site avec des nouveaux dossiers et documents, pour le faire connaître et faciliter l'utilisation et la diffusion de ses contenus à l'extérieur et avec nos partenaires.

Les prochaines étapes seront :

- la mise en place d'un comité éditorial scientifique pour la réalisation des dossiers et l'organisation de l'information et sans doute d'équipes éditoriales spécifiques par dossier ou par thème ;
- la création de partenariats pour le développement de son contenu. Si pour le moment, le fonds documentaire présente presque exclusivement les travaux réalisés par les membres d'aGter, le site a été pensé pour associer à terme divers partenaires et réseaux, des instances universités, des organisations de la société civile, etc.

VI. Autres Prestations de services

A. Cours IRC SupAgro, Montpellier

Michel Merlet a assuré en novembre 2014 deux demi journées de formation à la demande de l'Institut des Régions Chaudes de Supagro sur le thème des « phénomènes d'appropriation massive de terres agricoles dans le monde : une menace pour tous ».

B. Appui à la conception d'un observatoire des marchés fonciers ruraux en Colombie

A la demande au projet de l'Union Européenne "Apoyo al diseño de un Observatorio Nacional del Mercado de Tierras Rurales productivas en Colombia", Michel Merlet a réalisé une mission d'appui auprès du Ministère de l'Agriculture de Colombie de 15 jours (dont 10 sur place) afin de présenter des expériences internationales en matière d'observatoires des marchés fonciers et de contribuer à la formulation de propositions pour ce pays. Il a travaillé avec deux consultants colombiens, qui étaient responsables de la conception d'un observatoire des marchés fonciers pour l'Unité de Planification Rurale Agricole du Ministère de l'Agriculture.

VII. Recherche de nouveaux financements

Nous nous limitons ici à rappeler l'origine des nouvelles ressources obtenues au cours de l'année. Voir le rapport financier pour connaître les ressources réellement utilisées, celles obtenues avant 2014 et utilisées, et les montants reportés sur 2015.

1. Nouvelles conventions et subventions obtenues en 2014

- Convention de soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme pour l'année 2014: 95 000 €
- Appui complémentaire de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme pour le montage d'un cours en ligne expérimental avec l'ONG Modop : 28 000 € à répartir sur 2014 et 2015.
- Appui de la Fondation de France pour la préparation du FMAT, dans le cadre de l'année internationale de l'Agriculture familiale : 72 662 €
- Soutien du Ministère du Développement aux activités d'aGter : 15 000 €
- Subvention de la Région Ile de France : 1 800 €

2. Nouveaux contrats de prestation de services

- INYPSA (mission Colombie) 13 239 €
- FERN 2 685 €
- C2A 1 500 €
- SUPAGRO 1 300 €

3. Réponses Appels d'Offres et résultats

Nous avons essayé de monter une réponse à un appel à propositions de l'Union Européenne avec des partenaires européens pour financer la préparation du FMAT, mais sans pouvoir finaliser l'offre dans les délais exigés.

VIII. Principales publications à l'actif d'aGter en 2013 sur ses sites web

A. Articles

1. Études réalisées avec des partenaires

« Efficience et efficacité économique de l'usage de l'eau agricole par les agricultures familiales », Merlet, Michel ; Toelen, Patricia ; Apollin, Frédéric ; Richard, Yves, aGter, GRET, AVSF. Déc. 2014, Publication de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination Sud, 8 p., Français

« État des lieux des cadres normatifs et directives volontaires concernant le foncier », Merlet, Michel et al., Comité Technique Foncier et Développement. Oct. 2014. Synthèse et analyse réalisées dans le cadre du chantier de réflexion animé par le GRET, l'IIED et aGter, 21 p., Français.

« Guide d'analyse ex-ante de projets agro-industriels à emprise foncière », Comité Technique Foncier et Développement. Sept. 2014, Guide méthodologique réalisé par le GRET, l'IIED et aGter, 82 p. (aussi disponible en anglais)

2. Articles de l'équipe salariée et des membres publiés sur le site d'aGter

« Accaparements fonciers à grande échelle, capital financier et accumulation primitive », Michel Merlet, 30 janvier 2014

« La Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. Le texte original de 1789 », Joseph Comby, 18 juin 2014. (reprise d'un article antérieur)

« Les accaparements de terres dans le monde, une menace pour nous tous », Michel Merlet, 25 juin 2014

« Intéressante initiative des élèves ingénieurs de Montpellier SUPAGRO à l'occasion de l'année de l'agriculture familiale », Michel Merlet, 29 juillet 2014

« Naissance d'une nouvelle revue : La revue foncière », Michel Merlet, 28 septembre 2014

« Producción de agrocombustibles en el departamento de Piura (Perú): Los proyectos agrícolas modernos son menos eficientes que la agricultura familiar » (Español), Averill Roy, 15 novembre 2014

3. Reprises d'articles et communiqués publiés par des partenaires d'aGter

« Pré-congrès centroaméricain d'Aires Protégées par les peuples indigènes : Des forêts pour toujours; « Precongreso Mesoamericano de Áreas Protegidas por Pueblos Indigenas Bosques para Siempre », Alliance centroaméricaine des Peuples et des Forêts, congrès organisé les 17 et 18 mars 2014, annonce publié sur le site d'aGter le 20 février 2014

« Honduras : des organisations internationales demandent de mettre fin aux expulsions et à la violence dans le Bas Aguan » ; « Organizaciones internacionales demandan poner fin a los desalojos y la violencia en el Bajo Aguan », Comunicado Internacional, publié sur le site d'aGter le 28 mai 2014

« Un nouveau communiqué du Collectif Tany : Pour une nouvelle politiques de gestion des terres malgaches », Collectif Tany, publié sur le site d'aGter le 5 juin 2014

« Chantaje norteamericano pone en riesgo la soberanía alimentaria de El Salvador », Giorgio Trucchi, publié sur le site d'aGter le 5 juin 2014

« Guatemala, Comunidades de Salamá, Baja Verapaz enfrentan juicio por defensa de bosques », Comunicado de UT'Z CHE, Asociacion de Foresteria Comunitaria de Guatemala, publié sur le site d'aGter le 5 juin 2014

« Madagascar. Agriculture familiale paysanne ou agrobusiness : un choix de projet de société », Collectif Tany, publié sur le site d'aGter le 22 juillet 2014

« Les organisations des peuples autochtones des forêts du monde influencent la Conférence sur le Climat des Nations Unies » ; « Organizaciones indígenas del sur global influncian la Cumbre sobre el Clima de las Naciones Unidas », publié sur le site d'aGter le 30 septembre 2014

B. Vidéos

1. Synthèses vidéos de réunions thématiques aGter

Synthèse vidéo de la réunion thématique # 28. "Les politiques foncières et l'évolution des structures agricoles en Roumanie", vidéo publiée le 20 janvier 2014

Synthèse vidéo de la réunion thématique # 29. « Les dimensions agraires de la révolution tunisienne. Un atelier organisé par aGter au Forum Social Mondial de Tunis », vidéo publiée le 24 janvier 2014

Synthèse vidéo de la réunion thématique #32. « Le processus d'accaparement foncier à l'œuvre dans les forêts à café dans le sud-ouest de l'Éthiopie. Discussion avec Samir El Ouamari », vidéo publiée le 4 septembre 2014

Synthèse vidéo de la réunion thématique #33. « Les subventions à l'agriculture et à l'élevage au Mexique. Rencontre avec Héctor Robles, coordinateur exécutif du Site web "Subsidios al campo", vidéo publiée le 3 octobre 2014

Synthèse vidéo de la réunion thématique #38. « Les disparités de caste, de classe et de genre dans l'Inde rurale. Rencontre avec Vikas Rawal, Professeur à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi », vidéo publiée le 4 octobre 2014

Synthèse vidéo de la réunion thématique #34. « La question agraire en Afrique du Sud : échec d'une réforme. Avec Hubert Cochet, AgroParisTech », vidéo publiée le 4 novembre 2014

Synthèse vidéo de la réunion thématique #35. « La question foncière et le développement rural en Argentine, avec le Marcelo Sili, Professeur de l'Universidad Nacional del Sur et chercheur du CONICET », vidéo publiée le 4 novembre 2014

2. Autres

Entretien vidéo avec Etienne Le Roy, publié le 14 juin.

« Aspects socio-environnementaux et juridiques du projet de construction du Grand Canal Interocéanique du Nicaragua »; « Valoraciones socio-ambientales y jurídicas de la ruta seleccionada para la construcción del Gran Canal Interoceánico de Nicaragua », Forum National « Réflexions sur le Canal et sa concession », du 29 Septembre 2014. Vidéo de l'intervention de Monica López Baltodano, juriste environnementaliste nicaraguayenne, est Directrice de l'ONG Popol Na et membre du Groupe Cocibolca, publiée le 14 novembre 2014.

Vidéos des interventions de Victor Campos, sous-directeur du Centre Humbolt, Michel Merlet, María Luisa Acosta, directrice de CALPI et Telémaco Talavera, recteur de l'Université Agraire (UNA), dans le cadre des Journées culturelles et scientifiques sur le Canal Interocéanique du Nicaragua, organisées par l'Institut d'histoire du Nicaragua et d'Amérique Centrale.

Nogent sur Marne, 13 mai 2015